



**CONCOURS DE RECRUTEMENT
DES GREFFIERS DES SERVICES JUDICIAIRES
AU TITRE DE L'ANNÉE 2016**

MARDI 8 MARS 2016

CONCOURS INTERNE

EPREUVE OBLIGATOIRE N° 1 (durée 4 heures ; coefficient 4)

Deux séries de questions à réponse courte :

Première série : des questions relatives à l'organisation administrative et judiciaire française.

Deuxième série : des questions, au choix du candidat après communication des sujets, portant sur l'une des options suivantes :

- Option n° 1 :** le droit civil
- Option n° 2 :** la procédure civile
- Option n° 3 :** le droit pénal
- Option n° 4 :** la procédure pénale
- Option n° 5 :** le droit du travail
- Option n° 6 :** la procédure prud'homale

Les candidats peuvent utiliser uniquement les codes ou les recueils de lois et décrets comportant des références d'articles de doctrine ou de jurisprudence, à l'exclusion des codes annotés et commentés article par article par des praticiens du droit, ou des codes ou recueils de lois et décrets ne contenant aucune indication de doctrine ou de jurisprudence sans autres notes que des références à des textes législatifs ou réglementaires ; en conséquence :

Seuls peuvent être autorisés :

- les **codes** qui ne comportent que des références d'articles de doctrine ou de jurisprudence : les codes édités par les sociétés Dalloz ou Litec/Lexis-Nexis (y compris l'édition la plus récente de code portant en couverture la mention « annoté par »).
- les **recueils de lois et décrets** ne comportant aucune autre note que des références à des textes législatifs ou réglementaires. L'expression « recueils de lois et décrets » désigne des ouvrages ou volumes réunissant des lois ou décrets. **Il s'agit donc de documents reliés ou brochés diffusés par un éditeur et non d'assemblages de feuilles réalisés par les candidats.**

Ne sont pas autorisés :

- l'Instruction Générale prise pour l'application du code de procédure pénale sauf les passages de cette Instruction figurant dans le petit code Dalloz de procédure pénale,
- les codes commentés (exemple : codes commentés Litec),
- les recueils de décisions jurisprudentielles,
- les codes citant les réponses ministérielles,
- les megas codes Dalloz,
- les photocopies ou les éditions sur papier réalisées par les candidats.

Les documents autorisés (codes, recueils de lois et décrets) ne doivent comporter aucune annotation ou marque autres que celles de l'éditeur. Cependant les codes peuvent être surlignés.

TRÈS IMPORTANT

L'utilisation des calculatrices est interdite.

Aucun signe distinctif ne doit apparaître sur la copie (feuille double et intercalaire), le non respect de l'anonymat entraînant l'annulation de la copie (exemple : signature, nom, etc.).

SUJETS :

Cette épreuve écrite comporte deux séries de questions :

Première série de questions :

Traiter les quatre questions suivantes relatives à l'organisation administrative et judiciaire française :

1. Composition et fonctionnement du Tribunal des conflits
2. Les attributions juridictionnelles du premier président de la cour d'appel
3. Organisation et fonctionnement du tribunal correctionnel
4. Le champ d'intervention du juge de proximité

* *
*

Deuxième série de questions :

Choisir l'une des options suivantes et traiter les deux questions correspondantes :

➤ **Option n° 1 : droit civil**

1. Autorité parentale et intervention du juge aux affaires familiales (JAF)
2. La sauvegarde de justice : conditions et effets

➤ **Option n° 2 : procédure civile**

1. Les effets de l'appel
2. Les différentes catégories de demandes en justice

➤ **Option n° 3 : droit pénal**

1. La peine de contrainte pénale
2. L'application de la loi pénale dans le temps

➤ **Option n° 4 : procédure pénale**

1. Le ministère public : caractéristiques et attributions
2. La cour d'assises

➤ **Option n° 5 : droit du travail**

1. La maternité comme cause de suspension du contrat de travail
2. Les heures supplémentaires

➤ **Option n° 6 : procédure prud'homale**

1. Le taux de ressort : principe et application
2. L'unicité de l'instance